

L'école n'est pas une entreprise, l'éducation n'est pas une marchandise.

Sudéducation



Le journal des syndicats et de la fédération **Sud**éducation

numéro 72 - mai / juin 2017

www.sudeducation.org

« Parce que
c'est MON
projet
... »

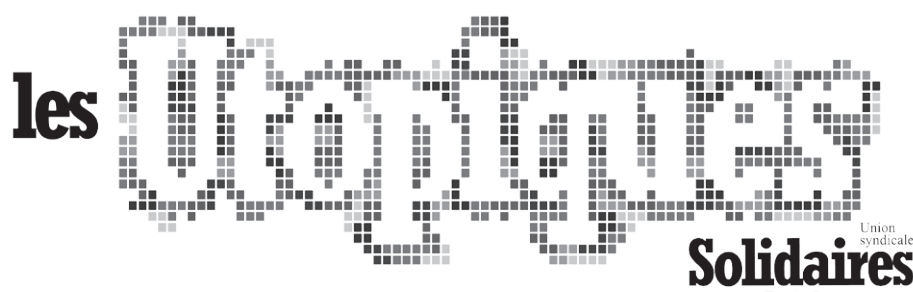
RIPOSTE SOCIALE

Contre l'école néolibérale et réactionnaire !

Emmanuel
Macron
dans

**La casse sociale
du siècle !**

Union
syndicale
Solidaires



Une revue -et un site !- au service de la transformation sociale.

Les Cahiers de réflexion *Les Utopiques*, publiés par l'Union syndicale Solidaires, paraissent depuis mai 2015. Ce projet d'une revue réalisée pour l'essentiel par des syndicalistes de Solidaires est une expression de plus de notre projet syndical de transformation sociale. Vouloir une revue de réflexion ne signifie pas seulement publier des articles théoriques. Nous voulons mêler à ceux-ci des contributions qui se réfèrent plus directement à des expériences concrètes : l'ensemble construisant justement une réflexion autonome et indépendante destinée à nourrir l'action militante des syndiqués comme les débats de leurs structures... mais aussi, au-delà, les échanges de celles et ceux qui ne se résignent pas à la glaciation capitaliste et aux haines réactionnaires.

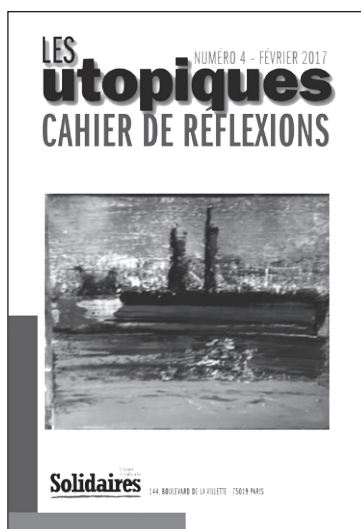
Ouverte notamment sur les contributions des organisations avec lesquelles l'Union syndicale Solidaires se retrouvent bien souvent dans la rue et les luttes, elle l'est aussi à celles des camarades d'autres organisations syndicales qui partagent notre ambition de faire vivre un syndicalisme de lutte contemporain. Depuis mars 2017, *Les Utopiques* continuent leur développement en se dotant d'un site internet propre, lesutopiques.org, sur lequel l'ensemble des articles des numéros précédents le dernier paru seront disponibles et où il est désormais possible de s'abonner en ligne comme de commander les anciens numéros. Ce site est doublé d'une page Facebook « Les Utopiques - Cahiers de réflexions ».

L'unité syndicale en débat

« **Éduquer, agiter, organiser** » : la quatrième livraison de *Les Utopiques* est dédiée à ce triptyque. Elle veut être utile aux équipes syndicales décidées à ne pas baisser les bras dans les mois à venir. Et même au-delà, elle peut l'être pour nos camarades et ami-es des mouvements sociaux. **En ouvrant le dossier de l'unité syndicale**, y compris avec des contributions de militant-es de la CGT, ce numéro veut réfléchir à comment dépasser les clivages entretenus qui freinent trop souvent nos luttes, voir jouent contre notre camp. Des propositions concrètes sont ici avancées ; elles ne prétendent nullement clore le débat, mais s'appuient sur les réalités d'aujourd'hui, examinées à l'aune d'expériences passées.

En ce premier semestre 2017, *Les Utopiques* continuent donc d'être au service de toutes celles et de tous ceux qui s'organisent et résistent.

Alors abonnez-vous, faites connaître *Les Utopiques* !



éducation
Sud

Fédération des syndicats

Sud éducation :

17, boulevard de la
Libération

93200 Saint-Denis

Téléphone : 01-42-43-90-09

Fax : 09-85-94-77-60

e-mail : fede@sudeducation.org

Union
syndicale
Solidaires

**Joignez /
rejoignez-nous**



Prenez contact avec
votre syndicat local
ou avec la fédération
sur notre site :

www.sudeducation.org

Encart jeté en aléatoire
pour certains destinataires
Journal trimestriel réalisé par
la fédération des syndicats

Sud éducation

Numéro de CPPAP

0418 S 06443

délivré le 04/12/08

jusqu'au 30/04/18

Prix > 1,5 €

Abonnement > 10 €

Directeur de la publication :

A. Champeau

Imprimerie :

Rotographie, Montreuil

Dépôt légal en cours

En 2007, l'ancien vice-président du Medef, Denis Kessler, annonce son intention de « défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance ! ». Ce programme, élaboré en 1944, par les représentant-es des organisations de Résistance, des syndicats et des partis politiques regroupés, visait l'instauration d'« une véritable démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des féodalités économiques et financières de la direction de l'économie » avec des droits sociaux pour tout-es, une extension des droits des populations coloniales ainsi que la possibilité pour tout-es les enfants d'accéder à l'instruction et à la culture. Au nom d'une « modernisation » prétendument nécessaire, le Medef, au service de la réaction, rejette les avancées fondamentales permises par le CNR.

Ce rappel devrait permettre de mieux comprendre la cohérence des politiques gouvernementales de ces dernières années. Elles valent le droit social pour renforcer l'emprise du capitalisme financier et prendre le contrôle de la démocratie, au mépris des conquêtes sociales. Sans une mobilisation de tout-es contre la casse de nos droits et l'uberisation de la société, cette destruction va maintenant s'accélérer.

Quand 1 % de la société détient 50 % des richesses et des revenus, il ne reste qu'à faire entrer dans la tête des 99 % que cela est bon pour tout-es. L'idéologie néo-libérale y est presque parvenue, faisant croire à chacun-e qu'il-elle a une chance égale dans cette société. La réussite individuelle, seule valeur socialement reconnue, ne dépendrait que du mérite de chacun-e. Quand à la démocratie, à l'origine gouvernement du peuple par le peuple, elle ne consisterait,

selon la tradition bourgeoise, héritée de 1789, qu'à élire des représentant-es lors d'échéances électorales.

Les syndicats qui, comme Sud éducation et Solidaires font encore référence à la Charte d'Amiens de 1906, agissent contre le patronat sans se préoccuper des partis politiques. Voté il y a plus de 110 ans, ce texte n'est pas obsolète car il reconnaît « la lutte des classes qui oppose sur le terrain économique les travailleur-ses en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression ». Il définit « la double besogne du syndicalisme ».

D'un côté, le quotidien, la défense immédiate des travailleur-ses : accroître leur mieux-être, diminuer le temps de travail, augmenter les salaires, etc...

De l'autre, l'avenir : préparer « l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ». Son moyen d'action est alors la grève générale. Base de résistance aujourd'hui, le syndicat sera, demain, base de réorganisation sociale.

Face à la désorientation de ceux et celles à qui on fait croire qu'il n'existe qu'un modèle de société, le syndicat doit, plus que jamais, assumer cette ambition supplémentaire. Il doit agir pour demain dans la perspective d'une transformation sociale et lutter pour une autre répartition des pouvoirs, n'en laissant plus la direction aux détenteur-trices du capital.

Dans la rue, par nos luttes, nos grèves, notre mobilisation, Sud éducation et notre union interprofessionnelle Solidaires s'inscrivent dans un combat général pour que naisse une alternative sociale, économique, politique et écologique dont l'essentiel reste à inventer.

ENSEIGNEMENT PRO

- p.4 Les lycées professionnels offerts aux régions**

CONDITIONS DE TRAVAIL

- p.5 Enseignant-es, soyons solidaires avec les agent-es !**

PRIVATISATION

- p.6 En Limousin comme ailleurs, l'école ouvre ses portes aux charlatans !**
- p.7 Les écoles privées « Espérance banlieues »**

ENSEIGNER, LUTTER

- p.8-9 Nager à contre-courant !**

SERVICE PUBLIC

- p.10-11 Trop de fonctionnaires ?**

SÉCURITAIRE

- p.12 Derrière les PPMS-Vigipirate**

SYNDICALISME

- p.13 Les syndicats des Nations sans état**

OUTRE-MER

- p.14 « Pou la Gwiyann dekole !!! »**

- p.15 Mayotte**

SUD-RAIL

- p.16 Violence managériale et répression syndicale**

Quid de la promesse présidentielle ?

Les lycées professionnels offerts aux régions

Depuis plus de 60 ans, les personnels des LP, Sep, Segpa et Erea assurent en France l'enseignement professionnel initial sous statut scolaire, au sein du ministère de l'Éducation nationale et de celui de l'Agriculture. Ils et elles revendiquent l'égale dignité entre cette voie professionnelle et les deux autres voies générale et technologique du lycée, pour leurs élèves (1/3 des lycéen-nes) comme pour eux-mêmes.

Présidentielles 2017 :
Demandez les programmes !



La fin de l'enseignement professionnel sous statut scolaire dans l'éducation nationale !

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

**De réforme en réforme,
l'enseignement professionnel est mis
en cause et dévalorisé**

Pour rappel, voici une liste des différentes réformes qui ont eu une influence néfaste sur l'enseignement professionnel :

- Décentralisation acte I : aux régions sont transférés l'apprentissage, la formation professionnelle ainsi que la construction, l'aménagement et l'entretien des lycées.
- Décentralisation acte II : transfert de la carte des formations. Pour satisfaire les régions, accepter l'ouverture et la fermeture des sections de formation revient à livrer le service public au bon vouloir des entreprises avec des choix de financement de sections pouvant pénaliser des territoires (appauvrissement de la carte des formations, inégalités entre les régions, suppressions de postes et fermetures de sections en LP ou transformations en CFA, vœux d'orientation des élèves non respectés).
- Réforme du Bac Pro : passage au Bac Pro 3 ans pour faire l'économie d'une année de formation, suppressions de postes, suppression du BEP, augmentation du nombre de semaines de formation en milieu professionnel, évaluations en CCF.
- Lycée des métiers et des qualifications : regroupement de sections dans un même lycée, fermetures de sections dans d'autres, obligation pour les élèves de se déplacer loin de chez eux/elles pour aller en formation, intrusion plus importante des entreprises, incitation à la mixité des publics (scolaire, apprenti-es, stagiaires) dans une même classe et au mixage des parcours¹.

• Décomposition des diplômes en blocs de compétences : c'est la dernière nouveauté. En lien avec la loi travail, elle permet de n'obtenir qu'une seule partie du diplôme (le bloc professionnel par exemple) dans le but déguisé de déqualifier les emplois, de sous-payer les salarié-es en contournant les grilles de salaires.

**Deux dangers : le transfert aux
régions et la place accrue des
entreprises dans les formations**

Le transfert, annoncé par nombre de candidats à la présidentielle, de l'enseignement professionnel à la région est l'aboutissement de toutes ces réformes. Les conséquences vont s'avérer désastreuses : remise en question du statut des PLP (annualisation du temps de travail, changement de statut de fonctionnaire d'État à celui de la territoriale), fusion des LP et des CFA, remise en cause du droit à mutation, licenciement plus facile...

Transférer l'ensemble des compétences en matière de formation professionnelle initiale aux régions revient à abandonner l'ambition d'une scolarisation commune pour tout-es les jeunes. Les adolescent-es et jeunes adultes seront réduit-es à une fonction utilitariste si les formations proposées ne répondent qu'aux besoins immédiats des entreprises d'un territoire. Cela conduira à accentuer les inégalités régionales et à offrir des formations ne permettant pas aux futur-es salarié-es d'envisager un avenir professionnel au-delà du territoire où ils/elles ont été scolarisé-es.

Le développement actuel de l'apprentissage impose aux jeunes issu-es

des classes populaires un salariat précoce au détriment des formations généralistes qui garantissent un meilleur accès aux études supérieures et à l'emploi. L'échec récent des différents plans de relance de l'apprentissage révèle les réticences des entreprises à consacrer du temps à la formation. Mais l'État et les régions insistent, jetant l'argent public par les fenêtres.

**Défendre l'enseignement
professionnel**

L'École, enseignement professionnel compris, doit demeurer un espace dédié aux savoirs et au développement de l'esprit critique dans le cadre d'un projet éducatif qui prime sur l'intérêt à court terme des entreprises privées.

Nous combattons et combattrons avec force et conviction toutes ces réformes et projets qui favorisent la mainmise du pilotage de la formation professionnelle par le patronat sans qu'il n'ait à en supporter le coût avec une mise à disposition des moyens publics matériels et humains (infrastructures, plateaux techniques, personnels et enseignant-es de formation et de recherche) et qui s'inscrivent dans le projet néo-libéral de détricotage des grilles de qualifications professionnelles au profit d'une capitalisation individuelle et « entrepreneuriale » des compétences.

Sud éducation Calvados

¹ lire dans un précédent article de Sud n° 63 (sept-oct 2015), p12-13, l'analyse du projet de campus des métiers et des qualifications (CMQ) Propulsions matériels systèmes embarqués de Basse-Normandie : <http://www.sudeducation.org/Campus-des-metiers-et-des.html>.

Enseignant-es, soyons solidaires avec les agent-es !

Depuis la loi sur la décentralisation de 2003, les agent-es travaillent pour les collectivités territoriales. Suite à cette réforme, ils/elles ont eu le choix de devenir fonctionnaire territorial-e ou de rester fonctionnaire d'État, mais la hiérarchie a exercé des pressions pour les faire intégrer les collectivités.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Certain-es agent-es ont pu résister, sur les bases des revendications de Sud éducation et sont resté-es à l'Éducation nationale. Aujourd'hui minoritaires (5% de leur corps de métier), ils/elles sont en position de détachement de longue durée auprès de la collectivité dont ils/elles dépendent. Ce statut leur garantit une certaine sécurité vis-à-vis des Conseils départementaux et régionaux.

Une situation dégradée

Néanmoins cette situation n'est pas une victoire. Balloté-es entre les deux fonctions publiques, les agent-es sont soumis-es aux pouvoir et contrôle, de plus en plus renforcés, des différentes hiérarchies : les chef-fes d'établissement restent leur supérieur-e, tout comme les gestionnaires. La réforme de l'évaluation, subie par les agent-es depuis 2010, en est le triste exemple. Le rectorat demande, à la cheffe/au chef d'établissement, un avis sur la manière de servir des agent-es susceptibles d'avoir un avancement de grade par le biais de la Capa (Commission paritaire académique)... mais, souvent, le rectorat n'a pas de retour donc le dossier est bloqué et l'avancement de grade n'a pas lieu. Un avant-goût de ce qui nous attend avec la réforme de l'évaluation...

Face au mépris affiché, concernant leurs conditions de travail,

ainsi qu'à la gestion inhumaine des équipes, aussi bien de la part du Conseil départemental/régional que des gestionnaires, les arrêts maladie se multiplient. Les collègues ne tiennent plus le rythme qu'on leur impose : toujours plus de travail avec toujours moins de moyens. Les postes aménagés¹ sont trop rarement respectés, les remplacements trop rarement assurés. Cette réalité est peu connue du corps enseignant qui pourrait pourtant se retrouver confronté, plus vite qu'on ne le pense, aux mêmes problématiques. En effet, le remplacement des collègues absent-es, la fusion des disciplines (les SVT sont rapprochés des Sciences physiques avec la Technologie dans le fameux « pôle sciences » au collège...) sont déjà un mauvais présage.

Solidarité avec nos collègues

Certain-es collègues enseignant-es en ont pris conscience. Des luttes voient le jour comme au lycée Jean-Rostand de Villepinte (93). Au cours de l'année dernière, ils/elles ont soutenu les agent-es et ont obtenu l'embauche de tout-es les CUI en tant que contractuel-les, alors que leur contrat ne devait pas être renouvelé. Enfin, deux postes à temps plein ont été créés dans l'établissement.

Cette année, toujours dans le 93, les agent-es de collèges, régulièrement en grève depuis le mois de

novembre, ont organisé des assemblées générales et rassemblements devant le Conseil départemental. Lors de la journée d'action du 20 mars, près de 200 personnes se sont rassemblées, agent-es et enseignant-es confondu-es. Le Département a, alors, proposé 15 CAE, prétextant qu'il n'y avait pas d'argent pour autre chose. Cette réponse conduit à encore plus de précarisation pour les agent-es. Les élu-es ne sont pas si frileux-euses lorsqu'il s'agit d'un projet plus rentable, tel que les JO ! En effet, M. Troussel, président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis, s'engage à déboursier plusieurs millions d'euros pour les futurs Jeux Olympiques. Une somme équivalente à l'embauche annuelle de près de 2 800 agent-es !

La hiérarchie cherche à nous diviser. N'oublions pas que les agent-es restent nos collègues, qu'ils/elles dépendent du Conseil départemental ou du Conseil régional ! Rapprochons-nous des agent-es qui subissent des conditions de travail déplorables. Soutenons-les, lorsque la hiérarchie veut faire pression sur eux/elles. **Leurs luttes sont aussi les nôtres.**

Fédération Sud éducation

¹ Mise en place d'un service réduit, ou aménagement pour que l'agent-e n'effectue pas certaines tâches reconnues dangereuses pour sa santé

En Limousin et ailleurs, l'école publique ouvre ses portes aux charlatans



PRIVATISATION

La scène se passe dans un collège en Haute-Vienne. L'équipe enseignante de mathématiques a été réunie autour du chef d'établissement pour accueillir une association qui prétend lutter concrètement contre l'échec scolaire en mathématiques, suite à de nombreuses années de recherche qui ont permis de mettre au point des fiches pédagogiques « innovantes ».

Un remède miracle

Le responsable de cette association présente un diaporama vidéo-projeté qu'il fait défiler à toute allure, où s'enchaîne pêle-mêle citations approximatives, graphiques incomplets, et analyses boiteuses, non sans insister lourdement sur ses propres titres universitaires plus ronflants les uns que les autres. Le tout sent d'emblée l'enfumage.

Les enseignant-es présent-es dans la salle s'entendent dire à demi-mots qu'ils et elles sont tout bonnement incompetent-es lorsqu'il s'agit de faire progresser celles et ceux de leurs élèves qui ont des difficultés en numération, notamment parce que l'école primaire n'a pas vraiment fait son travail avec ces enfants. Fort heureusement, l'association, dont on apprend qu'elle est en fait affiliée à une société nommée Digitalearn, connaît le remède miracle qu'elle peut, dans sa grande bonté, mettre à la disposition de l'Éducation nationale.

L'un des enseignant-es demande alors s'il est possible, puisque vidéo-projection il y a, que l'une de ces fameuses fiches pédagogiques « innovantes » soit présentée, afin de pouvoir juger de son contenu. Réponse lui est faite par l'un des « docteurs » (sic) présent que ce n'est pas possible, car ces fiches miraculeuses sont sous le « secret de l'innovation »...

Il s'agirait donc de donner un blanc-seing à cette société privée qui prétend détenir un remède miraculeux pour lutter contre l'échec des élèves en mathématiques, re-

mède qu'elle souhaite administrer à des petits groupes d'élèves triés par les enseignant-es.

Les longues recherches prétendument menées par nos docteurs les ont-ils conduits à prendre connaissance du rapport Delahaye 2015 commandé par le ministère, qui a pourtant fait grand bruit, et qui mentionne clairement que les dispositifs de soutien scolaire mis en place depuis des décennies n'ont aucune portée positive quant aux progrès des élèves en difficulté ? Manifestement non.

Les nombreuses références à l'étude PISA présentées à la va-vite, en introduction, ont-elles permis de préciser que 62% des inégalités scolaires en France sont en fait liés à des problématiques structurelles telles que la ghettoïsation des écoles sur le territoire ou encore les effectifs bien trop importants dans les classes ? Non plus ! Ces données indiquent pourtant clairement que le projet présenté ici ne résoudra rien...

Intrusion du privé dans l'école

À l'heure où toutes les politiques mises en place préparent la marchandisation de la fonction publique, notamment d'éducation, il s'agit alors ni plus ni moins d'une tentative d'intrusion d'une société privée au sein de l'école publique, sous couvert de bons sentiments, et gentiment cautionnée par les services de l'Éducation nationale, comme en témoigne un compte-rendu qui atteste qu'il n'a fallu qu'une heure à cette société pour

obtenir l'agrément d'un inspecteur de l'Éducation nationale missionné expressément sur l'enseignement des mathématiques à l'école primaire.

On s'étonnera ici que les associations officiellement « complémentaires de l'école » et membres du Cape (Collectif des Associations Partenaires de l'École) aient aujourd'hui tant de difficultés à prendre leur place en matière de politiques publiques concernant le secteur éducatif. Incompétence ou cynisme des mêmes inspecteur-ices ? À voir...

Quoi qu'il en soit, la société Digitalearn déploie actuellement son « expérimentation » au sein d'une dizaine d'écoles élémentaires dans la ville de Limoges, dont les noms sont là aussi tenus mystérieusement « secrets »...

Il ne manquerait plus que des fondations comme le Lion's Club de France puisse également faire œuvre de charité dégoulinante en encadrant l'aide aux devoirs au sein de l'école publique pour mieux pratiquer l'entrisme, et le tableau serait complet... Oui ? Pardon ? Ah... Ces pratiques ont également pignon sur rue dans les établissements de l'académie ? Et avec la bénédiction d'une majorité de collègues ?... Ne serait-il pas urgent d'organiser une formation sur la laïcité ? À vendre notre école publique par morceaux, il est certain, en tous cas, que nous trouverons des acheteur-ses...

Sud éducation Limousin

Les écoles privées « Espérance banlieues »

PRIVATISATION

Comparativement au nombre d'élèves qu'elles scolarisent (350 pour 8 établissements, à Montfermeil, Asnières-sur-Seine, Marseille, Roubaix, Mantes-la-Jolie, Sartrouville, Pierre-Bénite et Saint-Etienne), les écoles privées hors contrat de la Fondation Espérance banlieues, avec leurs uniformes et le salut au drapeau, bénéficient d'une couverture médiatique sans commune mesure. Des soutiens prestigieux (Harry Roselmac, Alexandre Jardin, Djamel Debbouze ou encore Mélissa Theuriau qui leur a consacré un documentaire,...), de longs reportages, y compris dans les médias publics, et chaque fois, ce même ton dithyrambique : école de la seconde chance, de l'égalité, du retour à l'autorité du maître/de la maîtresse, des méthodes pédagogiques « révolutionnaires ».

On y chante la Marseillaise la main sur le cœur, on y lève le drapeau, on s'y vouvoie et l'on y porte un uniforme. Pour lutter « contre le décrochage scolaire » et pour « l'intégration » dans les banlieues.

Depuis l'ouverture de la première à Montfermeil en 2012, elles suscitent beaucoup d'intérêt. Et pas seulement des médias, mais aussi des politicien-nes. À commencer par François Fillon, tombé sous le charme après avoir visité l'établissement d'Asnières-sur-Seine. Lors de son meeting du 9 mars à Besançon, il annonçait qu'il soutiendrait, s'il était élu, « cette nouvelle offre éducative de la société civile ». Concrètement ? Les écoles hors contrat de tous types (Montessori, confessionnelles ou non...) seraient en partie financées par l'État, et leur tâche « facilitée ». Le mouvement En Marche! d'Emmanuel Macron, a mis un pied dans le débat sur le hors contrat en conviant à sa convention

sur l'éducation le fondateur et président de la Fondation Espérance banlieues, Eric Mestrallet.

Pourquoi un tel engouement ?

« C'est que ces écoles surfent sur ce qui ne fonctionne pas dans l'école publique, comme les effectifs trop élevés, le manque de moyens ou la difficulté à réduire les inégalités entre les élèves. Et sur les discours sur le « déclinisme scolaire », qui décrivent une école française décadente, en proie aux « pédagogismes » et qui nécessiterait d'être redressée »¹.

Derrière ce « miracle éducatif », on trouve un réseau catholique traditionaliste engagé dans le développement des écoles hors contrat. Le fondateur et directeur Eric Mestrallet est l'ancien attaché parlementaire du sénateur Bernard Seillier, un proche de Philippe de Villiers (Mouvement pour la France), engagé avec Civitas contre le mariage pour tous. Espérance banlieues est abritée par la Fondation pour l'École, dont Eric Mestrallet est aussi le vice-président. Celle-ci est dirigée par Anne Cofinier, décrite comme « une égérie de la Manif pour tous ». La quasi totalité des membres de son conseil d'administration sont proches de ce mouvement ou des milieux traditionalistes.

Pour s'installer dans les communes, la Fondation sait parfaitement faire jouer ses réseaux. Ainsi, la première école Espérance banlieues s'installe à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis, commune dont le maire, Xavier Lemoine, est vice-président du Parti chrétien démocrate fondé par Christine Boutin, et décrit par « le Figaro » comme un « héraut de la droite chrétienne ».

Ce modèle éducatif est dangereux à plus d'un titre : sous couvert de bons sentiments envers les quartiers populaires, il revêt un caractère paternaliste et néo colonial. Il s'agit clairement d'apporter la bonne parole dans les banlieues, y remettre les soi-disant valeurs républicaines. Les méthodes ? Au-delà des pratiques de classe « révolutionnaires », montrées sur France 2 (par exemple manipuler des cubes en mathématiques!), qui ne font pas illusion bien longtemps, Espérance banlieues mise, surtout, sur un retour à une école traditionnelle fantasmée: rétablir l'autorité du maître/de la maîtresse, restaurer des valeurs de respect, notamment de la patrie. Discipline et ordre sont donc les mots clefs. « L'image qu'ils essaient de véhiculer est celle d'une petite fondation apolitique, a-religieuse. Tout est pourtant ultra-professionnel. Ils parlent par exemple d'écoles non pas laïques mais « a-confessionnelles ». Ce qui permet tout autant de toucher un public de parents de confession musulmane que de prévenir les accusations de prosélytisme »². Enfin, promouvoir ce mode de fonctionnement des écoles hors contrat, c'est dynamiser l'école publique, entrer dans l'ère de la concurrence des établissements, du marché de l'école, remplacer la logique de service public par une logique de paiement.

Un modèle d'école à combattre à plus d'un titre.

Sud éducation Hauts-de-Seine

¹ Grégory Chambat, dans l'article <http://tempsreel.nouvelobs.com/education/20170315.OBS6637/innovantes-ou-reac-5-questions-sur-les-ecoles-esperance-banlieues.html>.

² Alicia Bourabaa, dans l'article du 28 mars 2017 sur Mediapart : *Écoles Espérance banlieues, quand « les réacs colonisent la banlieue »*.

Comment apprendre à nager à contre-courant ?

ENSEIGNER, LUTTER

Rétrospective en vrac...

Lutte contre la loi travail, mouvement « touche pas à ma ZEP », lutte contre le manque de chauffage au Lycée de Suresnes, blocage de lycées, manif des personnels et des lycéen-nes, ensemble, manque de solidarité et/ou absence des personnels avec les élèves en lutte pour les mêmes objectifs, violences policières contre les élèves, élèves arrêté-es, personnels avec elles et eux au tribunal, syndicats silencieux, personnels hostiles, désarmé-es, AG des personnels solidaires. Dans la plupart des cas, il s'agit de luttes menées depuis les quartiers populaires, où enseigner est un défi en soi car apprendre y est un défi en soi, aux côtés de gens qui y habitent.

Personnels, des rôles contradictoires

Gardiens, gardiennes, défenseurs, défenseuses de ce qu'il reste de « l'École de Jules Ferry » : École destinée à former une masse de travailleur-euses qui sait lire, compter et écrire, dans le cadre de l'idéologie colonialiste et impérialiste, qui correspond aux nécessités du capitalisme naissant. Le cadre idéologique de l'École de Jules Ferry existe toujours et la société capitaliste actuelle n'a pas besoin de « têtes massivement formées ». Le rôle de l'École aujourd'hui : transmettre l'idéologie dominante et des savoirs formatés, visant à sélectionner dans l'intérêt du patronat (y compris à la maternelle sous forme de « discipline » ; contrôles...). Sauf, bien sûr, pour « l'élite » (Grandes écoles...). L'État veut une École qui se réduit quasi exclusivement à fournir un « kit » destiné aux chômeur-euses, précaires et à l'obscurcissement des esprits.

C'est dans ce cadre fondamentalement vicié qu'il s'agit d'apprendre à nos élèves, et ce depuis la maternelle, à nager à contre-courant. À savoir : dé-

fendre, faire vivre, développer ensemble ce savoir tronqué, déformé, miné par les intérêts de cette société basée sur le profit, œuvrer en vue d'armer nos élèves pour affronter la société, tenir debout, semer dans leur esprit les germes d'un futur égalitaire et démocratique.

Tâche compliquée, s'il en est. **Exercer son métier** d'enseignant-e, d'agent-e dans ce cadre présenté par les pouvoirs, de « gauche » et de droite, comme « normal » : l'inévitable sélection, les punitions, les contrôles, la hiérarchie, les savoirs saucissonnés vidés de leur contenus, l'habitude de l'humiliation.

ET, en même temps, déconstruire son propre rôle de formateur-trice et conciliateur-trice, de dispensateur-trice de drogue sociale que le pouvoir leur destine.

ET, en même temps, agir pour convaincre les élèves que dans l'immédiat il n'y a pas d'alternative à cette École. C'est pour cela qu'il faut la défendre contre les liquidations permanentes, contre le cours destructeur de l'État.

De quel côté de la barricade ?

Savoirs, comportements, respect, discipline, mérite sont prônés comme des « valeurs de base » socialement admises et exigées de la société actuelle. Or, l'écrasante majorité des élèves et des parents des classes populaires (ici on ne parle pas des lycées « d'élite » ou des écoles et collèges des centres villes) savent, sentent sur leur peau, de par leurs propres expériences de la vie, que c'est un mensonge et une mystification, qu'ils/elles vivent dans une société de barbarie et de violence croissante, policière, judiciaire et économique.

Ce qui fait que la transmission de ces valeurs à travers les programmes, les comportements, la discipline, la notation... sans réaction des personnels, les met, aux yeux des élèves et des parents, de l'autre côté de la barricade. Du mauvais côté, qui ne permet pas de lutter contre la « violence de l'école, violence à l'école » (y compris les violences contre le personnel, les bâtiments, les violences entre élèves...).

PLAN ANTI-VIOLENCE À L'ÉCOLE



Pour prendre un exemple récent : si l'on reste les bras croisés quand la police, le bras armé de la République, tue, mutile, viole, comme pour Adama, Joachim et Théo, comment expliquer que régler un conflit entre élèves au couteau, ou à l'arme à feu est « illégitime » ?

Qui défend, quant au fond, l'École, la culture, le savoir ? Le conseil de discipline de l'élève « bloqueur » accusé-e d'avoir brisé une vitre ou les mouvements auto organisés des lycéennes et/ou des personnels, contre la loi scélérate « El Khomri » ou pour la défense des ZEP ?

Comment les personnels peuvent-ils vivre cette situation, qu'on peut qualifier, avec une toute légère exagération, de schizophrénique ? Être, à la fois, exécuteur-trice de la violence sociale à l'École **ET** lutter contre la violence de l'École, contre la violence à l'École ?

Alors que faire ?

Il ne s'agit pas de sous-estimer, encore moins de nier, les efforts des agent-es, des enseignant-es pour comprendre les inégalités, pour donner leurs valeurs aux savoirs, pour résister au racisme, à la sélection, pour donner la place et la valeur que méritent des parents d'élèves rejeté-es, isolé-es, méprisé-es par le système... même à travers des « petites » luttes, partielles.

Il s'agit de réfléchir à comment donner un contenu massif, universel à la résistance dispersée, isolée. Les douloureuses expériences ont montré que la résistance est canalisée, et ce d'une manière bureaucratique, idéologique dans des impasses, dont la plus douloureuse est que les grèves et les manifestations des personnels apparaissent comme corporatistes. C'est-à-dire étrangères à l'angoisse suffocante

qu'éprouvent l'énorme majorité de nos élèves et leurs parents face à la violence sociale.

Il faut se rendre compte que dans la lutte, les élèves sont bien plus vulnérables que nous face à la répression (celle de l'administration en premier lieu) et que nous leur devons une solidarité sans failles (alors que nous ne pouvons nous attendre à être soutenu-es par eux systématiquement dans nos revendications et actions) donc égalité dans la lutte mais avec un devoir de solidarité supérieur côté prof. Il est plus difficile pour un-e élève de se mobiliser, aux vues des obstacles à combattre et à surmonter (inquiétude des parents, souci de leur avenir scolaire, pression de l'administration, répression de la police et la justice qui s'est durcie considérablement à leur égard...)

Les luttes communes des personnels et des élèves (El Khomri, ZEP, pour le chauffage ...) où chacun-e (personnels, élèves, parents) garde sa place, tout en marchant ensemble, est la seule perspective vers la solution de l'équation : aider à former des têtes bien remplies et autonomes face à la barbarie qui s'annonce, remplir notre tâche : apprendre et faire apprendre à nager à contre-courant.

**Sud éducation
Hauts-de-Seine**

Trop de fonctionnaires ?

SERVICE PUBLIC

Le dénigrement, la recherche du bouc émissaire sont des pratiques courantes des idéologues libéraux. Les pauvres, les jeunes des quartiers populaires, les sans-papiers, les migrant-es, les femmes, les fonctionnaires... Les idéologues du chacun contre tous, désignent régulièrement une cible à la vindicte médiatique. À chaque fois, c'est une partie du salariat qui est visée. Jamais ceux/celles qui licencient : actionnaires et patronat.

Il faut bien que ce député d'un quartier bourgeois de Paris soit totalement coupé de la réalité des salarié-es pour oser proposer de supprimer 500 000 fonctionnaires. Le candidat de la finance prévoit lui d'en supprimer 120 000. Où y aurait-il trop de fonctionnaires ?

Dans les écoles, les collèges ou les lycées ? Là où les classes sont surchargées ? Là où il manque tant de personnels spécialisé-es : santé scolaire, RASED, psychologues dans le second degré ? Où y a-t-il trop d'agent-es, de personnel administratif ?

Dans la santé ? Là où il manque des infirmières, des aide-soignant-es, des médecins ?

Dans les finances publiques ? Là où il n'y a pas assez de personnels pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale ?

Dans la prévention de la jeunesse ? Dans les services sociaux ? Là où les personnels ne sont pas remplacé-es ? Là où les structures n'ont pas assez de moyens financiers suffisants pour aider les plus précaires : CCAS, etc.

Soyons sérieux ! Fillon parle pour les bourgeois-es de Paris qui scolarisent leurs enfants dans des écoles privées. Bourgeois-es qui se soignent dans des cliniques privées.

Défense des statuts et liens avec les travailleur-euses du privé

Ces attaques contre les fonctionnaires sont, à la fois, une vision de la société toujours plus inégalitaire pour eux/elles et un contre-feu qui divise les salarié-es des secteurs public et privé. De ce point de vue, le PS a pris sa part de la sale besogne quand il parlait de « dégraisser le mammoth » et quand il privatisait plus que la droite. Car diminuer le nombre de fonctionnaires reviendra à affaiblir les services publics. Une partie serait sans doute remplacée par des salarié-es précaires, mais moins payé-es, moins formé-es, et plus fragiles face aux pressions des notables. En effet, la garantie de l'emploi des fonctionnaires leur permet de pouvoir résister aux pressions des lobbys, des élu-es locales, des fous furieux des évaluations, etc.

L'exemple de France Télécom est édifiant. Les nouveaux et nouvelles embauché-es n'étaient plus fonctionnaires. Cette division a permis aux managers de France Télécom de faire monter la pression. Quand les fonctionnaires sont devenu-es minoritaires, ils et elles n'ont pas eu d'autre choix que de quitter France Télécom ou de subir ce manage-

ment infernal qui a abouti à tant de suicides.

Rappelons que le statut des fonctionnaires est un rempart contre la corruption et les pressions des notables locaux. C'est donc une garantie aussi pour les usagers. Par ailleurs, s'attaquer au statut des fonctionnaires, c'est affaiblir l'ensemble des salarié-es sur les droits des travailleur-euses.

Non le FN n'est pas la solution

Voilà un parti qui, pendant des décennies, a vomi sur les fonctionnaires et qui prétend aujourd'hui les défendre ! Ce parti théorise et défend un projet de société basé sur la discrimination. Si cette logique arrivait au pouvoir, ce seraient les fonctionnaires qui seraient chargés de la mettre en place ! Loin d'être protégé-es, les fonctionnaires seraient exposé-es aux colères légitimes des citoyen-nes discriminé-es. Les fonctionnaires, tenté-es par le vote FN, sont souvent ceux et celles qui se retrouvent en première ligne pour accueillir des usagers en grande détresse sociale. La politique du FN ne ferait qu'aggraver les tensions entre usagers et fonctionnaires. Le programme du FN est clair : priorité à la police et à

la justice. Rien pour l'Éducation ni la Santé. Suppression des petites structures de soin. Baisse drastique des subventions de l'État pour les collectivités territoriales. Discrimination contre les plus pauvres : fin de la gratuité de la cantine scolaire pour les familles démunies, activités péri-scolaires aux seuls enfants dont il est prouvé qu'un-e des deux parents travaille (donc exclusion des enfants de chômeur-euses).

Défendre une autre vision des services publics

C'est exactement le choix inverse que nous défendons. Celui de services publics qui fonctionnent pleinement et ont les moyens humains et matériels de le faire.

Rappelons que les privatisations coûtent cher aux usagers. Il serait temps de faire un audit citoyen des coûts des hôpitaux privés, des écoles privées. Il est utile de rappeler que les services publics garantissent une certaine égalité territoriale contrairement au libéralisme (cf. les déserts médicaux liés à la médecine libérale). Ces mêmes services publics garantissent l'égalité de traitement entre les citoyen-nes. Ce sont des emplois dans les fonctions publiques qu'il faut créer. Diminuer le nombre d'élèves par classe. Augmenter les capacités d'accueil et de soins dans la santé. Donner les moyens aux finances publiques (même sans autorisation du ministre) de poursuivre tout-es les fraudeurs et fraudeuses fiscales. Donner les moyens, à la prévention de la jeunesse, d'offrir d'autres voies que la prison aux jeunes en rupture. Donner les moyens, aux services sociaux, d'aider toutes les familles et les individus précarisé-es. Le débat n'est pas de savoir si c'est 500 000 ou 300 000 emplois de fonctionnaires qu'il faut supprimer, mais de savoir combien il faut en créer pour faire face à l'Urgence sociale...

Financer une société plus solidaire

Une utopie direz-vous ? Même avec les règles actuelles, il y a des marges de manœuvre.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) a coûté 20 milliards, auxquels il faut ajouter 21 milliards de réductions de cotisations « patronales » au titre du pacte de responsabilité. Ces 41 milliards ont été financés par des baisses de dépenses publiques Moins de profs, d'infirmières, de médecins scolaires, de postes RASED, etc. Ce sont aussi moins de dotations budgétaires pour les collectivités territoriales : moins d'écoles, de collèges, de lycées et de personnels territoriaux dans ces établissements.

Il serait grand temps de faire un audit syndical et citoyen du CICE, du pacte de responsabilité, des emplois aidés, des exonérations d'impôts et de cotisations... En tout on est à **130 à 140 milliards d'aides publiques aux entreprises...** Qui sont les assisté-es ?

Par ailleurs, on estime à 60 à 80 milliards la fraude fiscale. Sans doute la même chose pour l'évasion fiscale. Le recouvrement de l'évasion et de la fraude fiscale permettrait d'éviter le déficit budgétaire. Pourquoi les gouvernements de la droite et du PS n'ont-ils pas mené cette traque ? Pour 2 raisons :

- Ils représentent les intérêts de la bourgeoisie qui fraude. Cahuzac, Balkany ne sont que la partie visible de l'iceberg.
- Le déficit budgétaire crée la dette publique. La dette publique permet de justifier les politiques d'austérité menées en France.

La meilleure défense, c'est l'attaque

Notre rôle est de mener la bataille de l'opinion et de préparer la mobilisation. Ne plus céder un pouce de terrain sur la question des fonctionnaires, renvoyer en permanence au concret (Où y a-t-il trop de fonctionnaires ?) à tout-es les enfumé-es du libéralisme qui répètent les âne-

ries de certains médias. Mais aussi se mobiliser dans les fonctions publiques, faire converger nos luttes, tisser des liens avec nos camarades du privé pour être dans l'offensive. Être offensifs et offensives sur nos revendications.

Les agent-es publiques ont des revendications légitimes :

- défense du statut général de la fonction publique qui, en assurant l'indépendance des fonctionnaires, garantit un traitement égal des usagers ;
- résorption de la précarité dans la fonction publique (20 % de contractuel-es dans la fonction publique, soit près de un million d'agent-es publiques) ferait reculer la précarité dans toute la société ;
- créations d'emplois de fonctionnaires titulaires, c'est-à-dire faire reculer le chômage ;
- respect des 35h, arrêt de la flexibilisation, les 32h avec création des postes nécessaires ;
- réelle augmentation des salaires ;
- mesures assurant l'égalité femmes/hommes ;
- amélioration des conditions de travail.

Les agent-es publiques souffrent de restructurations incessantes qui ont pour seul but de suivre la réduction de la dépense publique, et ont pour résultat l'affaiblissement et la déshumanisation du service public, la désorganisation des missions, et la mobilité forcée des agent-es publiques.

Les luttes des fonctionnaires doivent se faire en lien avec la défense des droits des usagers/citoyen-nes.

Plus de services publics, c'est plus d'égalité, plus de redistribution des richesses. C'est la mise en place des droits réels : Droit à l'éducation, Droit à la santé etc.

Créer des emplois de fonctionnaires, c'est aussi faire reculer le chômage au profit d'emplois socialement utiles.

Sud éducation Val de Marne

Derrière les PPMS Vigipirate...

SÉCURITAIRE

Les exercices « Plan Particulier de Mise en Sécurité » (PPMS) antiterroristes se multiplient dans nos écoles. Si le risque, même minime, existe, la prétendue « protection des populations » en est-elle réellement la finalité ?

Décryptage de la situation

Le marché total imposé partout dans le monde génère un état de frustration extrême dans la population, méprisée, précarisée, angoissée comme jamais dans notre histoire. S'y ajoute la pression due à la procédurisation généralisée de nos faits et gestes. Dans ce véritable phénomène civilisationnel, chaque initiative doit rentrer dans une procédure : normes, machinisation/automatisation via l'informatique, hiérarchie, politiquement correct, morale bourgeoise... Le tout sous la férule d'incontournables experts.

Cet ensemble social détérioré génère des frustrations qui, si le pouvoir n'y prenait garde, pourraient provoquer une cristallisation collective, dont les mouvements comme Podemos en Espagne, Siriza en Grèce, Nuit Debout ici -en France- sont des amorces visibles. La déstabilisation du Proche-Orient n'est qu'un avatar de la marchandisation généralisée et on peut considérer que la vague d'attentats que nous subissons en est la conséquence directe¹. L'accumulation de ces attentats, à partir du moment où l'on en dissimule soigneusement les causes, peut s'avérer être un levier d'une grande efficacité pour dévier l'expression des frustrations collectives. Car tout le problème pour le pouvoir central est d'éviter une conscientisation **collective** du mouvement historique à l'œuvre dans l'accroissement du rapport d'exploitation que nous subissons et dans **la prise en charge** quotidienne de tous nos faits et gestes.

Et de faire admettre l'aspect **irréversible** de cette évolution.

La situation est inquiétante car l'histoire nous enseigne que le pouvoir central est en capacité d'opérer une manipulation de masse suffisamment fine pour dériver la frustration collective vers des boucs émissaires comme le furent les communistes et les juif-ves dans les années 30, masquant ainsi la véritable origine du problème contenu dans l'accaparement du pouvoir par une classe dominante. La France n'est pas sans ressource pour effectuer de telles manipulations de masse. Ainsi la Doctrine de la Guerre révolutionnaire, comme corpus de mesures psychologiques destinées à mobiliser la population sur des enjeux artificiels, a déjà été éprouvée sur des conflits tels que le Rwanda. Il va s'agir d'ériger une figure supposée hostile à la population sur laquelle sera dirigée la haine et qui l'obligera à **quémander sa sécurité** auprès du pouvoir central. Celui-ci, paré d'une image paternelle bienveillante et d'une expertise rassurante, nous dessinera de notre capacité d'auto-détermination en nous renvoyant de nous-mêmes une image d'individus incapables et vulnérables.

La véritable fonction de l'anti-terrorisme

La population ainsi affaiblie va régresser dans un état infantile et consentira -voire quémamera- l'inacceptable : **sacrifier sa liberté au nom de sa sécurité**. Transformée en bétail apeuré, elle va, par

exemple, acquiescer à la mise en place d'une garde nationale², à l'apparition dans sa vie quotidienne de systèmes de contrôles intrusifs qui vont induire progressivement la domestication de tous les comportements !

Regardons la mascarade infantilissante que sont les PPMS qui se multiplient dans nos écoles : leur déroulement et leur organisation pourraient-ils faire obstacle à des terroristes un tant soit peu déterminés ? La véritable fonction de ces exercices ne réside-t-elle pas dans la démonstration que le pouvoir aurait pris la mesure de la menace et prendrait en charge notre sécurité alors que, dans le même temps, il poursuit une politique étrangère néo-coloniale guerrière tout en mettant à mal, dans la métropole, nos dernières capacités de défenses autonomes en criminalisant le mouvement social et syndical ?

Le nœud du problème réside ici dans le fait que les causes réelles du terrorisme étant taboues, la population se rassemble derrière le pouvoir central, abandonnant toute perspective émancipatrice dans le cadre de la lutte des classes. En d'autres termes, l'anti-terrorisme disjoncte la lutte des classes. Telle est sa fonction.

Sud éducation Grenoble

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=a-CRHBwuNII> Le terroriste affirme clairement que ce qu'il fait est une vengeance suite aux agissements de l'Occident au Proche-Orient.

² http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/07/22/qu-est-ce-que-la-garde-nationale-sou-haitee-par-francois-hollande_4973446_4355770.html

Les syndicats des nations sans État

SYNDICALISME

Rappel historique

L'Algérie a été une colonie française de 1830 à 1962. Cette période fut celle de la colonisation, de l'occupation française, de l'exploitation coloniale et tout ce qui en découle.

Même si en 1848 le gouvernement de Napoléon III crée « les départements français d'Algérie » et si en 1946 on rebaptise hâtivement « l'Empire français » en « Union française », l'Algérie était bien une COLONIE de l'État français.

Aujourd'hui, aucune organisation syndicale de l'hexagone ne met en doute ce que fut le fait colonial en Algérie.

Mais durant ces années, nombreuses étaient ceux et celles qui justifiaient « la présence française » par les mythes traditionnels de la France républicaine « généreuse et civilisatrice, porteuse des idéaux émancipateurs de 1789 » dont l'école républicaine était présentée comme l'étendard.

En réalité, quel est le bilan du système éducatif des « départements français d'Algérie » ? Après 132 années de colonisation, 80% d'analphabétisme au sein de la population algérienne !

La situation du syndicalisme en milieu colonial a été pour le moins particulière, basée sur un consensus actant le bien-fondé de la présence française outre-mer. Car au départ, les unions syndicales créées dans les colonies ne sont conçues que comme des succursales du syndicat métropolitain ; elles se constituent avant tout dans le but de syndiquer les travailleur-euses français-es.

Les seules nuances se situaient au niveau de la volonté réformatrice : les unes se contentaient du statut de l'Union française, les autres luttèrent pour une réelle égalité sociale et politique entre colonisé-es et métropolitain-es, certains préconisaient une révision des liens unissant la France et ses dépendances. Mais personne -ou presque- ne remettait en question les liens eux-mêmes, c'est-à-dire la colonisation.

Un tel mutisme au sujet de la corrélation entre exploitation patronale et exploitation coloniale témoigne à coup sûr d'un certain embarras de la majorité des syndicalistes français.

Et maintenant ?

Actuellement, plusieurs zones géographiques sur l'ensemble du globe sont toujours considérées comme faisant partie de la France. Si, dans le langage d'État, le nom de « colonies » qui s'appliquait à eux jusqu'en 1946 a été abandonné, ce sont bien des mêmes territoires colonisés dont il s'agit.

En effet, les systèmes économiques locaux, les inégalités et les dominations internes ne sont pas que le fruit d'une histoire passée mais aussi d'un système qui perdure au service de l'État français et de sa métropole, en particulier pour lui assurer présence militaire, contrôle de vastes zones maritimes et des matières premières. Le changement de terme d'appellation, les colonies devenues Dom-Tom puis plus récemment Drom-Com, ne saurait le cacher.

Certain-es travailleur-euses de ces « territoires » ont décidé de s'organiser au sein de syndicats dont les revendications de classe débouchent d'elles-mêmes dans la remise en cause du système colonial par nature anti-égalitaire et coercitif, envisageant l'autonomie et l'indépendance comme une des nécessités pour mettre fin aux injustices sociales.

Les syndicats signataires de « La Plate-forme des syndicats des nations sans État » sont :

La Confédération Syndicale de Catalogne (Intersindical-CSC) - La Confédération Syndicale Sarde (CSS) - La Centrale Unitaire des Travailleurs (CUT) de Galice - Le Syndicat des Travailleurs du Pays Basque (LAB) - Le Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs (SAVT) - Le Syndicat des Travailleurs de Bretagne (SLB) - Le Syndicat Occitan de l'Éducation (SOE) - Le Syndicat des Travailleurs Corses (STC) - L'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG) - L'Union Syndicale

des Travailleurs Kanaks et des Exploités (USTKE) - L'Union des Travailleurs de Guyane (UTG)

Ont soutenu cette initiative sans pouvoir être présents : L'Intersyndical - Canaria (Int-C) et l'Union générale des travailleurs de Martinique (UGTM).

La Plate-forme des syndicats des nations sans État

1 - Au niveau des principes :

- Nous sommes des syndicats de classe.
- Nous sommes des syndicats indépendants des partis politiques, quels qu'ils soient.
- Nous luttons contre la « globalisation », c'est-à-dire contre le capitalisme dit « néolibéral » qui impose à nos sociétés une véritable dictature économique, sociale et idéologique, au travers d'instruments comme le FMI (Fonds monétaire international), la BM (Banque mondiale) et l'OMC (Organisation mondiale du commerce) ainsi que les institutions européennes.
- Nous lions dans nos perspectives et notre activité, de manière indissoluble et complémentaire, la « libération sociale » et la « libération nationale » de nos peuples.

2 - Au niveau stratégique :

- Nous estimons indispensable de développer nos combats respectifs, et de manière adaptée, au niveau où se trouvent posés les problèmes d'aujourd'hui, c'est-à-dire au niveau « mondial ».
- En riposte à la globalisation capitaliste, nous sommes décidées à globaliser notre action syndicale à partir de nos peuples et de nos luttes respectives.
- Nous voulons aider chacun de nos peuples, chacune des classes laborieuses dont nous défendons les intérêts, à s'identifier à la lutte des autres peuples frères.

Fédération Sud éducation

« Pou la Gwiyann dekole ! ! ! »

Aujourd'hui, tout-es ont conscience de la réalité des difficultés de la Guyane : poussée démographique, néo-colonialisme, manques colossaux (éducation, santé, énergie, mobilité, écologie, etc.). Suite à l'accumulation de facteurs déclenchants (explosion d'insécurité, corruption, déficiences de l'État) et en continuité de mouvements antérieurs (besoin d'autonomie : rectorat en 1996 puis passage à l'article 73, en 2009...), en quelques heures, le peuple guyanais s'est levé : « La Guyane décolle, la fusée reste au sol ! ».

OUTRE-MER

La spontanéité et l'ampleur du mouvement ont surpris mais sont vite devenues la preuve évidente du partage de ce constat et de **la conscience de devoir agir collectivement et radicalement !** La difficulté, dès le début, a été l'organisation du mouvement, autour d'un collectif « **Pou La Gwiyann dekole** ». Très unitaire au départ, au point d'associer syndicats et patronats, des collectifs locaux tels que les « Iguanes », les « 500 frères », les « Toucans », ou le collectif « Lawa », toutes les cultures guyanaises (peuples autochtones, noirs-marrons, créoles, brésiliens, haïtiens, hexagonaux), etc., le mouvement se retrouve sur des objectifs qui ont rapidement fait consensus : après quelques revendications sécuritaires ou corporatistes, et quelques discours xénophobes, le cœur des difficultés a été mis en évidence.

La représentativité en question

Mais qui, aujourd'hui, représente le peuple ? Et comment faire la synthèse de toutes les revendications ? La désinformation, la corruption, l'absence de toute défense d'un intérêt général sont les produits de la société néo-coloniale et capitaliste actuelle. C'est pourquoi, ici, comme ailleurs, la question de représentativité est encore plus ardue (cf. campagne présidentielle) ! En Guyane, du fait de la fragilité du

territoire, les conflits d'intérêts et la corruption sont forts (un élu a même été condamné récemment... mais n'a pas été incarcéré !!!). Combien de droits sont bafoués ? Etc.

Des collectifs, en parallèle des institutions « officielles », se sont alors constitués. Ce sont des groupes organisés qui ont permis l'émergence du mouvement, contenant élus, syndicats, médias, etc. dans un rôle secondaire. Mais avec quelle légitimité et sous quels principes ? Avec quelles connaissances et quelles compétences notamment politiques ? Après quelques jours de mobilisation générale, de très grande ampleur (plus de 15 000 personnes en marche sur le territoire, le 28/03/2017, soit plus de 5 % - ce qui donnerait plus de 3 millions de personnes dans l'hexagone environ), l'absence de direction claire du mouvement montre des limites (désinformation, lutte de pouvoir, non-représentativité des membres, etc.). Heureusement, l'ampleur du blocage (et pour une fois, on peut remercier certains patrons ! Même si le principal acteur reste le quidam) et sa forme à la fois souple, ferme et visible, malgré ces difficultés internes, ont poussé l'État (à tous ses niveaux : présidence, gouvernement, députés, CTG¹) à exposer ses carences, ainsi que la morgue et le mépris affichés par ses représentant-es.

Ce pourrissement, désiré puisqu'organisé (par le timing des discus-

sions...), s'est traduit ces derniers jours par une apparence de délitement, allant même jusqu'à l'expression (obscène ?) d'une opposition aux barrages (et donc, de fait, à toute réussite du mouvement). Mais cette expression a montré en deux jours ses limites ! C'est d'ailleurs, depuis et pour cela, que l'organisation tente de s'éclaircir, de rassurer (sur son aspect démocratique). Ainsi une Assemblée générale a eu lieu lundi 17 avril... Sud éducation Guyane y est allé pour constater la tournure des choses et continuer de mobiliser afin de gagner le nécessaire.

La plupart des médias, en jouant sur l'effet « nouveauté » ou en recherchant le « scoop », ont, comme trop souvent, donné une version tronquée, de fait, de la légitimité du mouvement, de son ampleur et **surtout**, des résultats possibles. Ils devraient rappeler à quel point les intérêts à court terme (consommation, vacances, etc. : en un mot, le petit confort de quelques privilégiés ou de gens trop soumis pour participer à leur propre émancipation) sont faibles et ne doivent pas parasiter les enjeux énormes soulevés ici. **Des enjeux STRUCTURELS ! Auxquels l'État DOIT répondre !**

« Ceci n'est pas un exercice ! »

Aucun-e guyanais-e donc aucun-e français-e ne peut se contenter de ce qui, pour l'instant, a été acté, au

vu, par exemple, des centaines de milliards donnés pour les banques, il y a quelques années ! **Car ici, il s'agit de la quasi-totalité d'une population. EN SOUS-FRANCE !**

Il s'agit non pas d'une revendication sectorielle (sur la sécurité ou sur l'éducation par exemple, comme la plupart de nos manifestations hexagonales) mais d'un **choix de société complet !** Il concerne :

- une des populations les plus jeunes du monde (45 % de moins de 25 ans)...
- le seul territoire français en Amérique du Sud (et donc d'une richesse d'ouverture)...
- l'un des territoires les plus riches en termes de biodiversité (en un mot : l'AVENIR !)...

• un territoire extrêmement riche en terme de diversité culturelle (notamment quant aux langues orales : plus d'une dizaine !).

Pour tout cela, **la Guyane mérite le respect** et donc la prise en considération des revendications, non pas établies par des idéalistes mais bien par **des citoyen-nés au fait de leur réalité**, conscient-es des nécessités pour aujourd'hui, et surtout, pour DEMAIN ! Oui, cela nécessite quelques choix politiques clairs et forts... en deux mots : des choix « *de gauche* » !!!

C'est pour cela que même si aujourd'hui le mouvement est en difficulté, **il va PERDURER**, se renforcer en Guyane et, se répandre dans les Antilles et dans tout l'hexa-

gone (en particulier dans les autres zones sinistrées – Créteil, Marseille, Roubaix-Tourcoing, etc.) Le mouvement ne pourra éviter quelques concessions, et des écueils, car il aura des ennemis qui feront tout pour le saborder.

Mais, par notre investissement, nous ne les laisserons pas faire car : **Nous sommes et resterons DÉ-TER-MI-NÉ-E-S ! ! ! « Pou la Gwiyann dekole ! ! ! »**

Sud éducation Guyane

¹ C TG = Collectivité territoriale de Guyane

Mayotte

La situation socio économique désastreuse de la Guyane, à la Une de l'actualité, fait oublier celle de Mayotte dont le cas est, pourtant, identique, voire pire, notamment à cause des restrictions d'eau.

L'eau

Depuis mi-décembre, en effet, les restrictions d'eau menacent dangereusement la santé d'une grande partie de la population. La pénurie que subit l'île impacte la vie quotidienne des habitant-es dont la colère ne cesse d'augmenter :

- l'ouverture des écoles se fait en fonction des jours « avec eau » ;
- le prix de l'eau en bouteille atteint des sommets et la pénurie commence à se faire sentir ;
- les factures d'eau restent inchangées, si ce n'est que l'administration a pris soin de ne plus faire figurer l'adjectif « potable » sur ses documents ;
- les diarrhées et autres infections augmentent chez les élèves dont les familles ne peuvent se payer des bouteilles d'eau du magasin.

Il est à signaler que ces restrictions touchent pratiquement tout le sud du territoire, sans jamais atteindre les lieux où résident Préfet et autres représentant-es. C'est « radio silence » du côté de la Préfecture ; pour faire face à la situa-

tion, il fut même question d'aller chercher de l'eau à Madagascar ou aux Comores...

Face à la colère grandissante, et surtout aux prévisions catastrophiques pour les mois à venir, s'est créé le collectif « Les assoiffé-es du Sud ». Avant même que le mouvement ne prenne de l'ampleur, l'eau est revenue dans les robinets... jusqu'à la fin du ramadan ! Après... « Inch' Allah ! » Comme on le dit si facilement ici !

La SMAE (Société mahoraise des eaux) l'entreprise qui gère l'eau à Mayotte est une filiale de Vinci Construction Dom Tom.

L'éducation

Le communiqué intersyndical des inspecteur-trices, qui n'ont pourtant pas l'habitude de s'exprimer publiquement, fait un constat alarmant. Il dénonce la gestion catastrophique du 1^{er} degré à Mayotte et le mépris total du vice-rectorat vis-à-vis des nombreuses alertes envoyées par les inspecteur-trices (venue d'une Commission nationale indépen-

dante, lettre envoyée à la Ministre). Sont dénoncées :

- insalubrité et insécurité totales ;
- matériels pédagogiques absents ;
- rythmes scolaires totalement inadaptés ;
- loi des REP+ non respectée [CP à plus de 25 élèves, CM2 à 30 élèves] ;
- formation inexistante pour les directeur-trices, les enseignant-es titulaires ;
- contractuel-les de plus en plus nombreux et nombreuses sans formation ;
- formation initiale chaotique ;
- manque criant de formateurs et formatrices.

Dans le second degré, les conditions sont similaires : effectif des contractuel-les à près de 50 % ; politique locale de précarité, blocages de postes, contractuel-les qui n'ont pas droit aux mêmes indemnités que les titulaires, voire subiront une baisse de salaire l'année prochaine où une nouvelle grille sera établie.

Sud éducation Mayotte

Violence managériale et répression syndicale



COMMUNIQUÉ DE LA FÉDÉRATION SUD-RAIL

La Fédération Sud-Rail interpelle le Président de la République, le gouvernement et les dirigeants de la SNCF.

« Monsieur le Président de la République,

Depuis plusieurs années, la Fédération Sud-Rail, 3^{ème} Organisation Syndicale dans l'entreprise SNCF et représentative dans la branche ferroviaire, alerte sur la souffrance au travail des salarié-es de l'entreprise et d'un système ferroviaire en constante restructuration.

Depuis la mise en œuvre de la loi du 4 août 2014 portant réforme du système ferroviaire et après le conflit social du mois de juin 2016, nous faisons le constat que les dérives managériales et la répression antisyndicale à l'œuvre dans l'entreprise publique se portent à un niveau jamais atteint. Ces dérives, excès de pouvoir ou autre autoritarisme, poussent aujourd'hui les femmes et les hommes qui font le transport ferroviaire public, qu'elles et ils soient cheminot-es ou délégué-es syndical-es, à souffrir, à être discriminé-es, harcelé-es... et à mourir du travail !

Malgré plusieurs alarmes sociales et des éléments factuels incontestables, la Direction se refuse toujours à remettre en cause sa politique managériale. Bien au contraire, elle l'accroît dans un contexte où la politique de recherche de la productivité à tout prix ramène, pour les responsables en place, à considérer les salarié-es à une simple variable d'ajustement budgétaire.

Au mois de novembre 2016, la Fédération Sud-Rail a interpellé le Secrétaire d'État aux Transports, le Président du Conseil de Surveillance SNCF et le Président « historique » de SNCF sur la situation sociale critique dans l'entreprise et sur le manque d'action concrète et de transparence de l'entreprise sur ces questions de souffrances, de suicides et de répressions antisyndicales. À ce jour, nos interpellations écrites sont restées sans réponse, rien n'a été mis en œuvre... et plusieurs salarié-es, souvent adhérent-es ou militant-es syndical-es, ont mis fin à leurs jours. Un de ces drames les plus récents concernait Édouard, un cheminot, reconnu travailleur handicapé, qui, après avoir subi plusieurs années de harcèlement et de discrimination, a préféré mettre fin à ses jours plutôt que de continuer à subir un harcèlement dévastateur.

La Fédération Sud-Rail, l'union syndicale Solidaires, l'ensemble des structures syndicales et les représentant-es du mouvement social qui étaient présent-es lors de cette journée d'hommage, se refusent à rester silencieux/euses et iront jusqu'au bout pour que la responsabilité de l'entreprise SNCF et de son management soit reconnue. Aujourd'hui, être militant-e syndical-e dans certaines entreprises publiques semble être devenu en soi un crime ».

Fédération Sud éducation

Joignez/re-joignez-nous

Prenez contact avec votre syndicat local ou avec la fédération sur notre site :

www.sudeducation.org

16

Sud éducation - N°72 - mai / juin 2017

Fédération des syndicats Sud éducation :
17, bd de la Libération 93200 Saint-Denis
Tél : 01 42 43 90 09 Fax : 01 42 43 90 32
e-mail : fede@sudeducation.org